

**PROCÈS-VERBAL DE LA 94^{ème} RÉUNION DU
COMITÉ CONSULTATIF DE L'ENVIRONNEMENT KATIVIK
(CCEK)**

ADOPTÉ

DATE : Les 23 et 24 janvier 2003

ENDROIT : Centre des congrès de Kuujuaq
Kuujuaq, (Québec)

ÉTAIENT PRÉSENTS :

Représentants de l'Administration régionale Kativik (ARK) :

M. Eli Angiyou
M. Michael Barrett
M. David Okpik

Représentants du gouvernement du Canada :

M. Claude Abel, président
Mme Suzanne Larochelle
M. Gilles H. Tremblay

Représentants du gouvernement du Québec :

M. Jean Couture
Mme Paule Halley, vice-présidente

Secrétaire exécutive:

Mme Nathalie Girard

ÉTAIT ABSENTE :

Mme Hélène LeBlond, Québec

INVITÉ:

M. Sammy Tukkiapik, ARK

1. OUVERTURE DE LA RÉUNION ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

Après avoir souhaité la bienvenue à tous, le président amorce la réunion en invitant les membres à proposer des modifications à l'ordre du jour de la 94^{ème} réunion. Le Comité souhaite l'ajout de l'item suivant : exploration minière dans les réserves à l'état (item 11). Les items sont ainsi décalés en conséquence. Un membre informe la secrétaire exécutive qu'il souhaite que le forum de mise en œuvre de la CBJNQ soit un sujet documenté d'ici la prochaine réunion afin de le placer à l'ordre du jour de la 95^{ème} réunion.

L'ordre du jour est proposé tel que modifié :

1. Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour;
2. Adoption du compte rendu de la 92^e réunion;
3. Adoption du compte rendu de la 93^e réunion;
4. Affaires découlant de la 93^e réunion et la correspondance :
 - 4.1 Budget, membres et secrétariat;
 - 4.2 Rapport annuel 2001-2002 du CCEK;
 - 4.3 Chapitre 23 de la CBJNQ : révision des annexes;
 - 4.4 Sites abandonnés d'exploration minière au Nunavik;
 - 4.5 Recyc-Québec;
 - 4.6 Plan d'action du CCEK;
 - 4.7 Stratégie québécoise sur les aires protégées;
 - 4.8 Prix du CCEK en environnement
 - 4.9 Divers;
- 5 Politique nationale de l'eau;
- 6 Changements climatiques;
- 7 Projets d'Hydro-Québec;
- 8 Forum 2002 de l'association des biologistes du Québec (ABQ);
- 9 Droits d'exploration minière attribués à l'intérieur de la limite du futur parc des Pingualuit;
- 10 Inspections environnementales dans les villages nordiques;
- 11 Exploration minière dans les réserves de l'état;
- 12 Varia;
- 13 Date et endroit de la prochaine réunion.

Proposé par : Mme Paule Halley
Secondé par : M. Gilles H. Tremblay
Adopté à l'unanimité

2 ADOPTION DU COMPTE RENDU DE LA 92^{ème} RÉUNION

Les membres demandent d'apporter quelques corrections aux versions françaises et anglaises du compte rendu de la 92^{ème} réunion.

Le compte rendu de la 92^{ème} réunion est adopté tel que modifié.

Proposé par : M. Michael Barrett

Secondé par : M. Claude Abel

Adopté à l'unanimité.

3. ADOPTION DU COMPTE RENDU DE LA 93^{ème} RÉUNION

Les membres demandent d'apporter quelques corrections aux versions françaises et anglaises du compte rendu de la 93^{ème} réunion.

Le compte rendu de la 93^{ème} réunion est adopté tel que modifié.

Proposé par : M. Eli Angiyou

Secondé par : M. Jean Couture

Adopté à l'unanimité.

4. AFFAIRES DÉCOULANT DE LA 93^{ème} RÉUNION ET CORRESPONDANCE

La secrétaire exécutive fait un résumé de la correspondance reçue et envoyée depuis la 93^{ème} réunion. Elle explique qu'elle a mis en gras les titres importants de la correspondance. Afin d'alléger le texte de la prochaine correspondance, les membres conviennent avec la secrétaire exécutive du type de titres qui devraient dorénavant apparaître sur la liste des correspondances. On demande à la secrétaire exécutive de s'informer si le CCEK pourrait obtenir copies (format électronique) des comptes rendus du CCCPP.

4.1 Budget, membres et secrétariat

Budget

La secrétaire exécutive présente l'état financier actuel du CCEK. Elle enchaîne avec la présentation des prévisions budgétaires pour la fin de l'exercice financier en cours. Elle mentionne que le second versement de la subvention gouvernementale accordée au CCEK pour l'exercice financier 2002-2003 n'est toujours pas reçu. Un membre mentionne qu'à ce sujet, MM. Robert Joly et Daniel Berrouard (MENV) ont demandé une rencontre avec le CCEK. Les membres répondent positivement à cette demande,

et conviennent que la secrétaire exécutive, le président et un membre devraient aller présenter les états financiers et les prévisions budgétaires du CCEK tel que souhaité par le MENV.

Les membres font une revue des projets dans lesquels le Comité a engagé ou prévoit engager de l'argent. Suite à cette discussion, les membres souhaitent distribuer les prochaines dépenses du Comité selon la résolution (CC-2003-01-23) suivante :

RÉSOLUTION (CC-2003-01-23) CONCERNANT LA DISTRIBUTION DES ENGAGEMENTS FINANCIERS DU COMITÉ CONSULTATIF DE L'ENVIRONNEMENT KATIVIK (CCEK)

ATTENDU QU' afin de réaliser son mandat, le CCEK a reçu une subvention gouvernementale d'une somme de 200 000\$ pour l'année financière 2002-2003;

ATTENDU QU' au cours de sa dernière réunion officielle tenue les 23 et 24 janvier 2003 à Kuujjuaq, le CCEK a fait la revue de ses états financiers;

ATTENDU QUE l'état financier du CCEK de janvier 2003 offre la possibilité d'investir une somme de 65 000\$ dans divers projets respectant le plan d'action du CCEK;

IL EST RÉSOLU QU' un montant de 65 000\$ soit investi au cours de l'exercice financier 2002-2003 pour la réalisation de projets respectant le plan d'action du CCEK;

Proposé par : Mme Paule Halley
Secondé par : M. Michael Barrett
Adopté à l'unanimité.

La secrétaire exécutive présente les prévisions budgétaires pour l'exercice financier 2003-2004. Il s'avère que les coûts que génère le fonctionnement du secrétariat à Kuujjuaq sont supérieurs à l'estimation faite l'an dernier. D'un commun accord, les membres proposent de profiter de la réunion prévue avec M. Robert Joly et M. Daniel Berrouard (MENV) afin de les informer de cette nouvelle situation de façon à ce qu'ils puissent ajuster en conséquence la subvention gouvernementale qui sera attribuée au CCEK pour l'exercice financier 2003-2004.

Les membres souhaiteraient qu'on libère la secrétaire exécutive de la responsabilité de s'autoriser le remboursement des achats qu'elle fait aux fins du Comité, à partir de son budget personnel. Ainsi, pour le bénéfice de tous, il est convenu que le président devra dorénavant approuver chaque prélèvement de fonds destiné à la secrétaire exécutive à partir du compte du CCEK.

Membres

Le CCEK accueille M. Gilles H. Tremblay comme nouveau membre représentant du Canada depuis octobre 2002. Étant donné l'arrivée de ce nouveau membre, la secrétaire exécutive offre aux membres la possibilité de réviser leur procuration.

Secrétariat

La secrétaire exécutive rappelle que les documents du CCEK sont actuellement dans 2 nouveaux emplacements à Kuujjuaq.

La secrétaire exécutive explique les démarches infructueuses qu'elle a effectuées auprès de la Société Makivik, la Commission scolaire Kativik, l'Administration régionale Kativik, la Régie régionale de la santé et des services sociaux et une compagnie privée afin de trouver un logement à Kuujjuaq pour elle et sa famille. Les membres encouragent la secrétaire exécutive à poursuivre ses recherches.

Une visite des locaux du CCEK et de l'appartement de la secrétaire exécutive est prévue le 24 janvier à 13h.

4.2 Rapport annuel 2001-2002 du CCEK

Chacun fait part des corrections qu'il aimerait apporter à la version (anglaise ou française) préliminaire du rapport annuel 2001-2002. Les membres décident que le document: *Avis et recommandations du CCEK sur la double procédure fédérale d'évaluation environnementale appliquée au Nunavik soumis à l'Administrateur fédéral* écrit par Mme Paule Halley LL.D. représentante du Québec, soit placé intégralement à la fin du rapport annuel.

L'année 2001-2002 marquait la première année d'indépendance financière du CCEK. Ainsi, une vérification des états financiers du Comité était de mise. Pour les besoins du CCEK, une vérification complète des états financiers n'était pas nécessaire, on a donc opté pour un rapport de mission d'examen. Afin de ne pas créer de confusion, les membres décident de ne pas inclure au rapport annuel du CCEK, le rapport annuel de mission d'examen réalisé par la firme comptable Raymond Chabot Grant Thornton. Cependant, les résultats de la firme seront disponibles au secrétariat du CCEK. Les membres préfèrent que les dépenses du Comité soient présentées et ventilées comme elles le sont dans le rapport annuel 2000-2001.

4.3 Chapitre 23 de la CBJNQ : révision des annexes

Les membres décident d'aller de l'avant dans ce projet et de suggérer à M. Robert Comtois (consultant) de faire une proposition de travail à ce sujet. Dès la réception d'une proposition, les membres conviennent qu'une décision sera rendue lors d'un appel conférence.

Vendredi, le 24 janvier 2003

Poursuite de la réunion amorcée le 23 janvier 2003.

4.4 Sites abandonnés d'exploration minière au Nunavik

Tel que proposé lors de la 93^{ème} réunion, les résultats du projet initiée par le CCEK sont présentés par M. Sammy Tukkiapik, technicien en environnement (ARK) impliqué dans le projet.

Au terme de la première année du projet, les informations reliées aux interviews et aux cartes révélait un potentiel de 600 sites abandonnés d'explorations minières au Nunavik. À la suite d'observations aériennes de 100 sites dans le secteur de la péninsule de l'Ungava, seulement 15 sites ont été identifiés comme majeurs et nécessitent un nettoyage important. En coopération avec les communautés du Nunavik depuis ses débuts en 1999, le projet a déjà mené au nettoyage de quelques sites abandonnés. Les prochaines étapes consisteront d'une part, à continuer le nettoyage des sites déjà répertoriés comme étant majeurs et d'autre part, à faire la priorisation des sites abandonnés dans d'autres secteurs tels Kuujjuaraapik, Umiujaq et Kawawachikamach.

Les membres sont satisfaits du travail réalisé jusqu'à présent dans le cadre de ce projet et encouragent l'équipe de M. Tukkiapik à continuer ces travaux.

On demande qu'une copie des travaux ainsi que la présentation de M. Tukkiapik soient disponibles au secrétariat du CCEK.

4.5 Recyc-Québec

Le président récapitule l'historique des démarches effectuées par le CCEK et l'ARK dans ce dossier. La secrétaire exécutive informe les membres des documents qu'elle a reçus de Recyc-Québec en octobre 2002. Il s'agit du *Décret #357-2002* concernant la mise en œuvre du programme d'aide financière pour l'élaboration d'un plan de gestion des matières résiduelles, du *Communiqué de presse* annonçant que le Québec accorde 11,92 M\$ aux communautés métropolitaines et aux MRC pour établir leur plan de gestion des matières résiduelles et du *Programme d'aide financière du ministère de l'Environnement du Québec pour l'élaboration d'un plan de gestion des matières résiduelles (juillet 2001)*. Lors d'une conversation téléphonique avec la secrétaire exécutive, M. Laquerre s'est montré désolé que les communautés du Nunavik ne soient pas éligibles au programme de financement du gouvernement du Québec concernant l'élaboration d'un plan de gestion des matières résiduelles. Malgré tout, les membres expriment la volonté de poursuivre les démarches afin d'obtenir du financement pour l'élaboration d'un plan de gestion des matières résiduelles au Nunavik.

Malgré tout, les membres expriment la volonté d'appuyer l'Administration régionale Kativik dans les démarches entreprises afin d'obtenir du financement pour l'élaboration d'un plan de gestion des matières résiduelles au Nunavik.

Un membre souligne que la gestion des matières dangereuses est considérée comme une priorité dans la *Politique québécoise de gestion des matières résiduelles 1998-2008*. Il est possible que le gouvernement du Québec accepte une demande d'aide financière pour l'élaboration d'un plan de gestion visant plus particulièrement l'élimination et le recyclage des matières dangereuses. Les membres sont d'accord avec cette idée et proposent qu'une lettre soit adressée à ce sujet au ministre de l'Environnement du Québec. Ils souhaitent également que Recyc-Québec soit invité à une prochaine réunion du CCEK pour présenter les autres possibilités de financement qui pourraient s'offrir aux communautés du Nunavik.

4.6 Plan d'action du CCEK

Le CCEK prévoit participer d'ici peu à plusieurs projets respectant son plan d'action. Les membres font la revue des projets et des sommes d'argent reliées à chaque projet.

4.7 Stratégie québécoise sur les aires protégées

Les membres ont pris connaissance du projet de loi # 129 *Loi sur la conservation du patrimoine naturel*. Cependant, ils n'ont pu se prononcer car le projet de loi fut adopté avant la tenue de la réunion officielle du Comité où on avait prévu en parler. La *Loi sur la conservation du patrimoine naturel* permet désormais au ministre de l'Environnement de mettre en place trois nouveaux statuts juridiques de protection. De plus, cette Loi confère des pouvoirs additionnels au ministre, notamment par le biais d'un régime d'autorisation et d'ordonnance. Plus précisément, le nouveau régime d'ordonnance permettra au ministre de faire cesser toute activité d'exploitation, d'interrompre des travaux ou d'exiger la restauration d'un milieu exceptionnel qu'il estimera menacé irrémédiablement de dégradation. Les membres se sont dit heureux de l'adoption de ce projet de loi.

4.8 Prix du CCEK en environnement

Les membres souhaitent que le Comité élabore un projet en coopération avec les écoles du Nunavik. Ce projet devra avoir une saveur environnementale et devrait récompenser et encourager les jeunes pour leurs réalisations en vue de mieux comprendre et améliorer leur environnement. Le projet pourrait comporter un concours et un prix. Un sous-comité composé de trois membres est créé. La secrétaire exécutive, aidée du sous-comité, a le mandat dans un premier temps, de rencontrer les responsables de l'école de Kuujjuaq afin de vérifier leur intérêt à réaliser un tel projet et dans un deuxième temps de mettre sur pied le projet.

4.9 Divers

La secrétaire exécutive propose de demander de l'aide afin de faire le classement des dossiers du CCEK. Les membres acceptent cette proposition.

5. POLITIQUE NATIONALE DE L'EAU

On fait le résumé de la Politique et de ses implications possibles au Nunavik. Les membres désirent s'assurer auprès du ministère de l'Environnement, de l'implication des populations inuites à la réalisation de la Politique. De plus, les membres aimeraient savoir qu'elles seront les implications de cette politique au Nunavik. Afin de discuter de ces préoccupations, il est convenu d'inviter les représentants de la *Politique nationale de l'eau* à venir assister à la prochaine réunion officielle du Comité.

6. CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Un membre explique qu'il existe actuellement un projet concernant la perception des inuits face aux effets des changements climatiques au Nunavik, plus particulièrement l'accessibilité aux ressources et au territoire. Ce projet est mené conjointement par l'Administration régionale Kativik et la Société Makivik.

Un autre projet impliquant les populations du Nunavik est en cours. Il s'agit d'un projet mené par M. Chris Furgal au centre de recherche du Centre hospitalier de l'Université Laval (CHUL), concernant l'effet des changements climatiques sur la santé des inuits du Nunavik.

On s'interroge sur la possibilité du CCEK de participer à ces projets. Les membres conviennent que les changements climatiques devraient être à nouveau à l'ordre du jour de la prochaine réunion officielle afin qu'ils puissent prendre connaissance des deux projets.

On mentionne l'existence récente du Consortium Ouranos, un organisme qui s'intéresse essentiellement à l'étude de la climatologie régionale et de l'adaptation aux changements climatiques. On apprend que cet organisme semble n'avoir qu'une priorité au Nunavik, soit l'étude du pergélisol.

Les membres qui habitent au Nunavik font part de leurs préoccupations et de leurs observations face aux changements climatiques. Ils rapportent que c'est un sujet important pour eux. Les membres sont d'avis que le Comité devrait s'impliquer dans un projet visant à améliorer les connaissances des solutions d'adaptations possibles aux effets des changements climatiques.

7. PROJETS D'HYDRO-QUÉBEC

On présente l'étude réalisée par la firme de consultants RSW inc. concernant la faisabilité de relier les 14 villages du Nunavik au réseau électrique actuel d'Hydro-Québec. On prend soin de rappeler qu'il ne s'agit que d'une étude.

Les membres s'interrogent au sujet des différents moyens de produire de l'énergie ainsi que de leur utilisation au Nunavik. À Kuujjuaq, il semble que le projet d'éolienne d'Hydro-Québec fut un succès même s'il ne fut pas retenu.

Les membres aimeraient que Hydro-Québec soit invité à une prochaine réunion officielle afin qu'ils présentent leurs projets d'études sur le territoire du Nunavik ainsi que le résultat des études menées au Nunavik l'été dernier en rapport avec l'entente Makivik-ARK-Gouv.Qc, avril 2002.

8. FORUM 2002 DE L'ASSOCIATION DES BIOLOGISTES DU QUÉBEC (ABQ)

Les 14 et 15 novembre 2002, l'ABQ tenait à Rimouski son 27^{ème} congrès annuel. Le sujet était l'importance des océans dans l'équilibre écologique et économique de la planète. Un membre du Comité y était présent et résume les présentations intéressantes du Nunavik. Plusieurs présentations mentionnaient la présence évidente des changements climatiques sur la planète. Le Nord est un des endroits les plus affectés par ces changements. En effet, les résultats présentés montrent que la masse de glace arctique fond très rapidement. Les membres habitant le Nunavik font part de leurs appréhensions à ce sujet. Les discussions à ce sujet rejoignent celles de l'item 6.

9. DROITS D'EXPLORATION MINIÈRE ATTRIBUÉS À L'INTÉRIEUR DE LA LIMITE DU FUTUR PARC DES PINGUALUIT

On mentionne que des droits d'exploration minières ont été attribués à l'intérieur de la limite du futur parc des Pingualuit. La conversation à ce sujet rejoint l'item 11.

10. INSPECTIONS ENVIRONNEMENTALES DANS LES VILLAGES NORDIQUES

La secrétaire exécutive fait part au Comité des résultats d'une étude réalisée dans les 14 villages du Nunavik par le ministère de l'Environnement en 2000-2001 afin d'y vérifier le respect des normes en ce qui concerne l'environnement. Les résultats donnent un bref aperçu de l'état de l'environnement dans les municipalités du Nunavik. Les résultats montrent que plusieurs villages auraient besoin d'améliorer leur gestion de l'eau potable de même que leur gestion des déchets. À titre d'exemple, certains villages récupèrent les huiles usées, mais elles sont souvent entreposées de façon inadéquate de sorte qu'il y a des écoulements d'huile au sol. Ainsi, les sols des sites d'entreposages des huiles usées sont trop souvent contaminés.

Voyant l'ampleur du problème, les membres souhaitent que le CCEK soit l'instigateur de projets visant à améliorer l'environnement dans les municipalités du Nunavik.

11. EXPLORATION MINIÈRE DANS LES RÉSERVES DE L'ÉTAT

Le Comité fut informé récemment que la Société de la faune et des parcs du Québec a signé le 17 décembre 2002, une entente avec le ministère des Ressources naturelles et le ministère de l'Environnement afin d'ouvrir les réserves à l'état pour l'exploration minière. Comme plusieurs de ces réserves à l'état sont au Nunavik, le CCEK aurait dû être consulté. À ce sujet, le Comité s'entend pour qu'une lettre dans laquelle on demande des explications sur cette décision soit adressée au ministre de l'Environnement dans les plus brefs délais.

12. VARIA

On prévient la secrétaire exécutive qu'à la prochaine réunion, les membres aimeraient avoir l'état d'avancement des travaux du CCEK dans les dossiers non actifs du Comité.

13. DATE ET ENDROIT DE LA PROCHAINE RÉUNION

Les membres souhaitent que la 95^{ème} réunion officielle du CCEK soit tenue à Québec à la fin mars 2003.

La levée de la réunion est proposée par Mme Paule Halley et secondée par M. Eli Angiyou. Cette proposition est adoptée à l'unanimité.

Nathalie Girard
Secrétaire exécutive
27 février 2003

**MINUTES OF THE 94th MEETING OF THE
KATIVIK ENVIRONMENTAL ADVISORY COMMITTEE
(KEAC)**

ADOPTED

DATE: January 23 and 24, 2003

PLACE: Kuujjuaq convention centre
Kuujjuaq, Québec

PRESENT:

Kativik Regional Government (KRG) representatives:

Eli Angiyou
Michael Barrett
David Okpik

Government of Canada representatives:

Claude Abel, Chairperson
Suzanne Larochelle
Gilles H. Tremblay

Government of Quebec representatives:

Jean Couture
Paule Halley, Vice-Chairperson

Executive secretary:

Nathalie Girard, Executive Secretary

ABSENT:

Hélène LeBlond, Government of Quebec

INVITED:

Sammy Tukkiapik, KRG

1. **CALL TO ORDER AND ADOPTION OF AGENDA**

After having welcomed everyone present, the Chairperson began the meeting by inviting the members to propose changes to the agenda of the 94th meeting. The Committee wanted to add the following item: mining exploration in state reserves (Item 11). The other items were renumbered. A member informed the executive secretary that he wanted documentation on the JBNQA implementation forum by the next meeting in order to place it on the agenda of the 95th meeting.

The agenda was proposed as amended:

1. Call to order and adoption of agenda;
2. Adoption of minutes of the 92nd meeting;
3. Adoption of minutes of the 93rd meeting;
4. Business arising from the 93rd meeting and correspondence:
 - 4.1 Budget, membership and secretariat;
 - 4.2 2001-2002 Annual Report of the KEAC;
 - 4.3 Section 23 of the JBNQA: revision of the schedules;
 - 4.4 Abandoned mining exploration sites in Nunavik;
 - 4.5 Recyc-Québec;
 - 4.6 KEAC Action Plan;
 - 4.7 Québec Strategy for Protected Areas;
 - 4.8 KEAC environment award;
 - 4.9 Miscellaneous;
- 5 National Water Policy;
- 6 Climate changes;
- 7 Hydro-Québec projects;
- 8 2002 Forum of the Association des biologistes du Québec (ABQ);
- 9 Mining exploration rights attributed within the limits of the future Pingualuit Park;
- 10 Environmental inspections in the northern villages;
- 11 Mining exploration in state reserves;
- 12 Other business;
- 13 Date and place of next meeting.

Moved by: Paule Halley
Seconded by: Gilles H. Tremblay
Motion passed unanimously

2. ADOPTION OF MINUTES OF THE 92ND MEETING

Few corrections were given to the secretary for French and English versions of the minutes of the 92nd meeting.

The minutes of the 92nd meeting were adopted as amended.

Moved by: Michael Barrett
Seconded by: Claude Abel
Motion passed unanimously.

3. ADOPTION OF MINUTES OF THE 93RD MEETING

Few corrections were given to the secretary for French and English versions of the minutes of the 93rd meeting.

The minutes of the 93rd meeting were adopted as amended.

Moved by: Eli Angiyou
Seconded by: Jean Couture
Motion passed unanimously.

4. BUSINESS ARISING FROM THE 93RD MEETING AND CORRESPONDENCE

The executive secretary presented the correspondence sent and received since the 93rd meeting. The important correspondences were identified in a bold font. To simplify the text of the next correspondence, the members agreed with the executive secretary on the type of titles that should henceforth appear in the list of correspondence. The executive secretary was asked to check if the KEAC could obtain copies (in electronic format) of the minutes of the HFTCC.

4.1 Budget, membership and secretariat

Budget

The executive secretary presented the current financial statement of the KEAC. She followed up with the presentation of the budget forecasts for the end of the current fiscal year. She mentioned that the second installment of the government grant awarded to the KEAC for the 2002-2003 fiscal year still had not been received. On this subject, a member mentioned that Robert Joly and Daniel Berrouard (MENV) had requested a meeting with the KEAC. The members reacted favorably to this request and agreed that

the executive secretary, Chairperson and a member should go present the financial statements and the budget forecasts as requested by the MENV.

The members reviewed the projects for which the Committee had earmarked or planned to earmark money. Following this discussion, the members wanted to distribute the upcoming expenditures of the Committee according to the following resolution (CC-2003-01-23):

RESOLUTION (CC-2003-01-23) CONCERNING THE DISTRIBUTION OF THE FINANCIAL COMMITMENTS OF THE KATIVIK ENVIRONMENTAL ADVISORY COMMITTEE (KEAC)

WHEREAS to carry out its mandate, the KEAC has received funding in the amount of \$200,000 for the 2002-2003 fiscal year;

WHEREAS at its last official meeting held on January 23 and 24, 2003 in Kuujjuaq, the KEAC reviewed its financial statements;

WHEREAS the January 2003 financial statement of the KEAC offers the possibility of investing a sum of \$65,000 in various projects in keeping with the KEAC action plan;

IT IS HEREBY RESOLVED THAT a sum of \$65,000 will be invested during the 2002-2003 fiscal year to carry out projects in keeping with the KEAC action plan;

Moved by: Paule Halley
Seconded by: Michael Barrett
Adopted unanimously.

The executive secretary presented the budget forecasts for the 2003-2004 fiscal year. It turns out that the costs associated with the operation of the secretariat in Kuujjuaq are higher than the estimate made last year. Upon mutual agreement, the members proposed to take advantage of the planned meeting with Robert Joly and Daniel Berrouard (MENV) to inform them of this situation so that they can adjust the funding that will be awarded to KEAC for the 2003-2004 fiscal year.

The members want to relieve the executive secretary of the responsibility of authorizing the reimbursement of the purchases that she makes on behalf of the Committee from her personal budget. For the benefit of all, it was agreed that the Chairperson should henceforth approve each withdrawal from the KEAC's account intended for executive the secretary.

Membership

KEAC welcomes Gilles H. Tremblay as a new member named by Canada since October 2002. Given the arrival of this new member, the executive secretary offered the other members the possibility of revising their power-of-attorney.

Secretariat

The executive secretary recalled that the KEAC documents are at 2 new sites in Kuujjuaq.

The executive secretary described the steps that she had taken with Makivik, the Kativik School Board, the Kativik Regional Government, the regional health and social services board, and a private company to find lodging in Kuujjuaq for her and her family. The members encouraged the executive secretary to continue her search.

A tour of the premises of KEAC and of the apartment of the executive secretary is planned for January 24th at 1:00 p.m.

4.2 2001-2002 Annual Report of THE KEAC

Each member made known the corrections that he or she would like to see made to the English or French preliminary version of the 2001-2002 Annual Report. The members decided that the document: *Opinion and recommendations of the KEAC concerning the double environmental assessment procedure applied in Nunavik and submitted to the Federal Administrator*, written by Paule Halley LL.D., Québec representative, should be placed in their entirety at the end of the annual report.

This past year (2001-2002) marked the first year of financial independence of the KEAC. Accordingly, an audit of the Committee's financial statements was in order. For the needs of the KEAC, a full audit of the financial statements was not necessary. The Committee thus opted for a review engagement report. To avoid causing confusion, the members decided not to include in the KEAC annual report, the annual review engagement report prepared by the accounting firm of Raymond Chabot Grant Thornton. However, the results will be available at the KEAC secretariat. The members prefer that the Committee's expenses be presented and broken down as is, in the 2000-2001 Annual Report.

4.3 Section 23 of the JBNQA: revision of the schedules

The members decided to go ahead with this project and to suggest to Robert Comtois (consultant) that he prepare a work proposal on the subject of the revision of schedules I and II of Section 23 of the JBNQA. Once a proposal has been received, the members agree that a decision will be made during a telephone conference.

Friday, January 24, 2003

Resumption of the meeting began on January 23, 2003.

4.4 Abandoned mining exploration sites in Nunavik

As had been proposed at the time of the 93rd meeting, the results of the project initiated by the KEAC were presented by Sammy Tukkiapik, environmental technician (KRG) involved in the project.

At the end of the project's first year, the information pertaining to the interviews and the maps revealed a potential of 600 abandoned mining exploration sites in Nunavik. Following sites visits of 100 sites in the Ungava Peninsula sector, only 15 sites were identified as being major and requiring a substantial clean-up. Since the outset of the project in 1999, it has already resulted in the clean-up of a few abandoned sites in cooperation with the communities of Nunavik. The next steps will consist of continuing the clean-up of the sites identified as being major and determining the priority of the abandoned sites in other sectors such as Kuujjuaraapik, Umiujaq and Kawawachikamach.

The members are satisfied with the work that has been accomplished to date as part of this project and encouraged Mr. Tukkiapik to keep up the good work.

A member requested that a copy of the work as well as of Mr. Tukkiapik's presentation be made available at the KEAC secretariat.

4.5 Recyc-Québec

The Chairperson summarized the steps taken by the KEAC and the KRG in this regard. The executive secretary informed the members of the documents that she had received from Recyc-Québec in October 2002. They are Order-in-Council #357-2002 concerning the implementation of the financial assistance program for the preparation of a residual materials management plan, the *Press Release* announcing that Québec was granting \$11.92 million to metropolitan communities and RCMs to prepare their residual materials management plan, and the *Financial Assistance Program of the Ministère de l'Environnement du Québec for the preparation of a residual material managements plan (July 2001)*. During a telephone conversation with the executive secretary, Mr. Laquerre said that he was sorry that the communities of Nunavik were not eligible for the funding program of the Government of Québec concerning the preparation of a residual materials management plan. Notwithstanding this fact, the members expressed their willingness to continue the steps to obtain funding for the preparation of a residual materials management plan in Nunavik.

As the management of hazardous materials is considered a priority in the *Québec policy respecting the management of residual materials 1998-2008*, a member suggested approaching the Government of Québec once again with an application for financial assistance for the preparation of a hazardous materials management plan. The members support this idea. Moreover, they propose inviting Recyc-Québec to the next official meeting of the KEAC so that this new application for funding can be discussed. In addition, the KEAC would like to hear a presentation on the other funding possibilities that Recyc-Québec could offer the communities of Nunavik.

4.6 KEAC Action Plan

In the near future the KEAC plans to take part in several projects in keeping with its action plan. The members reviewed the projects and the sums of money related to each project.

4.7 Québec Strategy on Protected Areas

The members examined Bill # 129 *Natural Heritage Conservation Act*. However, they were unable to express an opinion on this bill as it had been passed before the holding of the official meeting of the Committee at which time the bill was to be discussed. The *Natural Heritage Conservation Act* henceforth allows the Minister of the Environment to put in place three new legal protection statuses. Moreover, this Act confers additional powers upon the Minister, in particular by way of an authorization and order regime. Specifically, the new order regime will allow the Minister to put a halt to any exploitation work, to interrupt work or to require the restoration of an exceptional environment that he feels is irremediably threatened with degradation. The members expressed their approval with the adoption of this bill.

4.8 KEAC Environment Award

The members would like the Committee to develop a cooperation project with the schools of Nunavik. This project should have an environmental component and should reward and encourage young people for their achievements seeking to obtain a better understanding of and to improve their environment. The project could include a competition and an award. A subcommittee made up of three members was created. The executive secretary, with the help of the subcommittee, has been mandated to meet with the persons in charge of Kuujjuaq School to determine their interest in carrying out such a project and then to set up the project.

4.9 Miscellaneous

The executive secretary proposed requesting assistance to put the KEAC's files in order. The members agreed to this proposal.

5. NATIONAL WATER POLICY

The Policy and its potential implications in Nunavik were summarized. The members want to make sure with the Ministère de l'Environnement that the Inuit populations are involved in the implementation of the Policy. Moreover, several members want to know what the implications of this policy will be in Nunavik. In order to discuss these concerns, it was agreed to invite the representatives of the *National Water Policy* to the next official meeting of the Committee.

6. CLIMATE CHANGES

A member pointed out that a project is in progress concerning the perception that the Inuit have of the effects of climate changes in Nunavik. This project is being carried out jointly by the Kativik Regional Government and Makivik Corporation.

Another project involving the populations of Nunavik is underway. This project is being carried out by Chris Furgal of the Centre Hospitalier de l'Université Laval (CHUL) research centre and concerns the effects of climate changes on the health of the Inuit of Nunavik.

Members wondered about the possibility for the KEAC to participate at these projects. The members agreed that climate changes should be put on the agenda of the next official meeting so that the members can familiarize themselves with both projects.

Mention was made of the existence of the Ouranos Consortium, an organization that is basically involved in the study of regional climatology and adaptation to climate changes. It was learned that this organization seems to have only one priority in Nunavik, i.e. studying the permafrost.

The members who live in Nunavik made known their concerns and their observations regarding climate changes. They said that this is an important topic for them. The members are of the opinion that the Committee should become involved in a project seeking to improve knowledge regarding potential solutions to the effects of climate changes.

7. HYDRO-QUÉBEC PROJECTS

A presentation was made of the study carried out by the consulting firm RSW Inc. concerning the feasibility of connecting the 14 villages of Nunavik to Hydro-Québec's current network. It was reiterated that this is a study.

The members wondered about the various means of producing energy, as well as their use in Nunavik. In Kuujjuaq, it appears that Hydro-Québec's wind energy project was a success even though it was not retained.

The members would like Hydro-Québec to be invited to an upcoming meeting so that they can present their plans for studies on the territory of Nunavik as well as the result of the studies carried out in Nunavik last summer in relation to the Makivik-KRG-Gov.Qc agreement of April 2002.

8. 2002 FORUM OF THE ASSOCIATION DES BIOLOGISTES DU QUÉBEC (ABQ)

On November 14 and 15, 2002, the ABQ held its 27th annual convention in Rimouski. The topic was the importance of oceans in the ecological and economic equilibrium of the planet. A member of the Committee was present at the convention and summarized the presentations of interest to Nunavik. Several presentations mentioned the obvious effects of climate changes on the planet. The North is one of the areas most affected by these changes. Indeed, the results presented show that the Arctic ice mass is melting quickly. The members who live in Nunavik voiced their concerns. The discussions in this regard tied in with those undertaken in Item 6.

9. MINING EXPLORATION RIGHTS GRANTED WITHIN THE LIMITS OF THE FUTURE PINGUALUIT PARK

It was mentioned that mining exploration rights had been granted within the limits of the future Pingualuit Park. The conversation on this subject tied in with a similar subject in Item 11.

10. ENVIRONMENTAL INSPECTIONS IN THE NORTHERN VILLAGES

The executive secretary informed the Committee of the results of a study carried out in the 14 villages of Nunavik by the Ministère de l'Environnement in 2000-2001 to verify compliance with standards from the standpoint of the environment. The results provide a glimpse of the state of the environment in the municipalities of Nunavik. The results show that several villages need to improve their management of drinking water as well as their management of waste. For example, some villages collect waste oils, but often store them improperly with the end result that oil seeps into the ground. The soils of waste oil storage sites are often contaminated.

Given the scope of the problem, the members would like the KEAC to sponsor projects seeking to improve environment in the municipalities of Nunavik.

11. MINING EXPLORATION IN STATE RESERVES

The Committee was recently informed that on December 17, 2002 the Société de la faune et des parcs du Québec had signed an agreement with the Ministère des Ressources naturelles and the Ministère de l'Environnement to open up state reserves to mining exploration. As several of these state reserves are in Nunavik, the KEAC should have been consulted. On this subject, the Committee agreed that a letter should be addressed to the Minister of the Environment as soon as possible. In that letter, the Minister will be asked to give explanations for this decision.

12. OTHER BUSINESS

The executive secretary was informed that at the next meeting the members would like to get a progress report on the work of the KEAC in the Committee's non-active files.

13. DATE AND PLACE OF NEXT MEETING

The members would like the 95th official meeting of the KEAC to be held in Québec City at the end of March 2003.

Paule Halley moved that the meeting be adjourned. This proposal was seconded by Eli Angiyou and adopted unanimously.

Nathalie Girard
Executive Secretary
February 27, 2003
